



Sous le sarkozysme, la droite...

Francis Sitel

*Tout un système a triomphé le 10 décembre,
car le nom de Napoléon est à lui seul un programme.*
Message présidentiel du 31 octobre 1849 ¹.

LOIN D'ÊTRE À LUI SEUL un programme, le nom Sarkozy est une interrogation, comme le manifeste l'étonnant succès du petit livre d'Alain Badiou *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* Quant à l'éventuel système, il appelle enquête, à la manière de Serge Portelli qui a titré le dernier livre consacré au sujet : *Le sarkozysme sans Sarkozy...*

Bref, la nature du sarkozysme comporte une part d'énigme.

Incontestablement le sarkozysme s'inscrit dans une tradition bonapartiste de la droite française, qui a connu divers avatars et s'est durablement coulée dans le cadre institutionnel de la V^e République. Une tradition marquée de divers traits dont on reconnaît la persistance : l'autoritarisme et l'affichage du volontarisme politique, au prix d'un abaissement du parlementarisme ; l'art de brouiller le clivage gauche/droite ; l'esprit de cour et sa vulgarité ; l'instrumentalisation de l'histoire ; une propension à exploiter les enjeux internationaux à des fins de politique intérieure ; la personnalisation exacerbée – avec les engouements et les rejets qu'elle suscite –, alliée à une recherche populiste du contact direct avec le peuple ; une mansuétude calculée à l'égard de la religion ; la consanguinité avec les milieux d'affaires et l'argent, etc.

Toutes choses qui ne font pas un programme, encore moins un système.

En fait, ce qui caractérise le sarkozysme, c'est la recherche d'une nouvelle synthèse politique proposée à la droite, mais à cette étape celle-ci est loin d'être stabilisée. Au point que si certains pensent pouvoir définir le sarkozysme comme l'expression directe et efficiente du capitalisme actuel, d'autres y voient, pour reprendre la forte expression d'Emmanuel Todd, « une pathologie sociale » ².

Le sarkozysme est d'abord une dynamique.

Celle, en premier lieu, qui lui a permis de s'imposer à la droite, en rupture avec Chirac et un post gaulisme essoufflé, et de battre une gauche déboussolée. Le 6 mai 2007 fut son 10 décembre : l'élection triomphale qui, l'ayant propulsé à la tête de l'Etat, allait lui permettre de travailler à imprimer cette mise en mouvement à la société entière ³.

^{1/} Cité par René Rémond, in *Les Droites en France*, Aubier-Montaigne, 1992, p. 106.

^{2/} Entretien avec Emmanuel Todd, *Le Monde*, 27-28 décembre 2009.

^{3/} Cf. le satisfecit aigre doux accordé par Juppé à Sarkozy : « Alors, bien sûr, comme le chef de l'Etat est sur tous les fronts, tout ne marche pas et des adaptations sont parfois des reculs, mais, globalement, la France bouge », entretien dans *Les Echos*, 19 janvier 2010.

ACTUALITÉ

Cette victoire de 2007 consacra une recomposition de la droite, qui elle-même avait préalablement rendu celle-ci possible. Au nom de la rupture avec un passé d'immobilisme, il avait su marginaliser et le courant néogaulliste, incarné par Villepin, et le courant démocrate chrétien représenté par Bayrou. Mais la vraie clé du succès était ailleurs, et l'habileté de Sarkozy fut de l'avoir anticipé de longue date : la capacité à lever l'hypothèque du Front national sur la droite, par l'absorption d'une bonne partie de l'électorat lepéniste. Pour ce faire il fallait se débarrasser des réticences de la droite à l'égard de certains thèmes de l'extrême-droite : l'obsession sécuritaire, le rejet des étrangers décréés illégaux, l'hostilité à l'encontre de tous ceux qui peuvent être jugés comme des poids morts : jeunes désœuvrés, écopés de la vie... Ses responsabilités ministérielles lui ont permis d'orchestrer une mise en scène permettant de convaincre qu'il était apte à transmuter ces « opinions » en actes politiques, de rejet, stigmatisation et enfermement des parias d'une société saine. Une entreprise qui demande en permanence à être confirmée et prolongée.

C'était travailler à faire naître une nouvelle droite.

Mais de quel programme doter celle-ci, une fois rassemblée au sein de l'UMP ?

Celui que lui propose Sarkozy est un assemblage d'ultralibéralisme, de culte de l'argent (le « gagner plus », côté cour, la bande du Fouquet's, côté jardin), un autoritarisme répressif, un retour à un atlantisme pré-gaulliste, et une pratique politique qui, sous couvert de volontarisme, déploie un activisme justifiant une concentration des pouvoirs sans précédent, la mainmise sur les institutions et les médias, la mise au pas de la justice... L'autoritarisme bonapartiste à la française doublé de la fascination pour l'idéologie néoconservatrice américaine ! La dynamique engagée est donc bien d'une contre-révolution conservatrice, visant à réduire les spécificités de la société française (la fameuse *exception française*) et à araser les acquis nés des luttes de classes en France depuis la Libération.

Mais la cohérence de cet assemblage étant loin d'être évidente, les fragilités sont vite apparues sous l'impact des chocs internationaux. Ne serait-ce que l'élection d'Obama, au regard d'une admiration référée à Bush ! Et, surtout, la crise capitaliste qui allait provoquer la mise en faillite du modèle néolibéral.

Pris totalement à contre-pied par ces bouleversements, Sarkozy a su faire preuve d'une incontestable capacité à rebondir et à user de toutes les ressources qu'offre ce système français qu'il s'est fixé pour objectif de démanteler. Le volontarisme s'est trouvé subitement mis au service, non du démantèlement des contrôles administratifs libérant les lois du libre marché, mais au contraire de l'interventionnisme étatique pour voler au secours du système financier par une injection massive de 182 milliards de dollars de fonds publics, soutenir l'industrie automobile et empêcher la chute dans la dépression économique.

Lors des élections européennes, le pouvoir sarkozyste, comme les autres gouvernements de droite en Europe, a échappé à la sanction populaire,

SOUS LE SARKOZYSME, LA DROITE...

pourtant méritée pour leur politique néolibérale qui avait conduit à la crise. S'il s'est vu conforter par les élections, c'est qu'il est apparu comme ayant fait ce qui devait l'être face à cette crise. Ainsi, une incontestable réactivité face à une crise vite appréhendée comme gravissime, l'absence de la part de l'opposition de propositions réellement alternatives aux mesures prises, et une habile communication ont conduit à ce paradoxe que les élections européennes ont pu être présentées comme un succès pour le pouvoir en place.

Ainsi les grandes journées d'action organisées par les centrales syndicales n'ont pas permis de menacer véritablement sa politique régressive et brutalement antisociale.

Le retour de bâton est venu avec retard, et sur un autre terrain : celui des cotes de popularité. Mais à la veille des élections régionales.

Le creux du milieu de mandat

Pour le pouvoir, les élections régionales de mars 2010 représentent l'échéance clé à mi-mandat, test de validation des deux années et demie d'application tambour battant de la politique présidentielle, et possibilité d'assurer à celle-ci un deuxième souffle jusqu'à la présidentielle de 2012. Le tournant opéré par la droite dans la manière d'affronter cette épreuve n'en est que plus spectaculaire. Décidé en décembre et annoncé par Sarkozy soi-même lors de sa grande émission télévisée du 25 janvier, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un total changement d'orientation. Jusque là, fort logiquement, Sarkozy avait déclaré qu'il allait s'impliquer dans cette campagne de portée nationale, et envisagé la conquête de régions importantes tenues par la gauche depuis 2004, ce qui justifiait l'envoi en mission de nombre de ministres prenant la tête des listes de droite. Brutal changement de cap donc, pour annoncer que ces mêmes élections étant *locales*, le Président a d'autres choses en tête, et bien plus importantes, que leurs enjeux. Voici donc le Premier ministre désigné chef de la campagne pour la droite. Et Sarkozy le flamboyant de s'esquiver pour laisser en première ligne le morne Fillon.

A l'évidence les sondages ont été déterminants dans ce revirement acrobatique. Sarkozy est au plus bas de l'échelle de popularité, devancé de plus de dix points par son Premier ministre ⁴. Celui-ci, qu'on devine en délicatesse permanente avec un Président omniprésent et dont, depuis le début, l'effacement est sujet à d'interminables gloses, au fil du temps se révèle insubmersible, au point qu'il semble en capacité de prolonger son propre mandat jusqu'à la fin du quinquennat. Les notables de la droite en campagne préférèrent voir ce Fillon-ci plutôt que ce Sarkozy-là venir les soutenir : « Antithèse de Sarkozy, lit-on dans *Le Figaro* (6-7 février 2010), Fillon est devenu la coqueluche des candidats aux régionales, qui se l'arrachent. Certains n'hésitent pas à repousser les demandes de visites de l'Elysée après le 21 mars, date du deuxième tour des régionales. »

⁴/ Selon le Baromètre politique *Figaro-Magazine* TNSS-Sofres-Logica, du 29 janvier-1^{er} février 2010, Nicolas Sarkozy jouit de 31 % de confiance, contre 65 % d'opinions contraires. Aucun président depuis 1981 n'a été désavoué à ce point deux ans et demi après son élection.

Confirmation que si l'on met en regard les postures et les résultats, le bilan de Sarkozy est accablant. Les commentateurs politiques peinent à

ACTUALITÉ

faire la liste des promesses avortées et des fiascos enregistrés. *Politis*, par exemple, s'était livré à l'utile exercice de réaliser un dossier recensant les « bobards » présidentiels.

Sarkozy avait promis de changer le sort des Français, d'être le « Président du pouvoir d'achat », or avant même l'entrée dans la crise, l'horizon social, en termes de salaires, d'emploi, de conditions de vie, s'est assombri. Avec la crise, le même s'est érigé en grand moralisateur du capitalisme, et tout le monde voit que le chômage s'aggrave dramatiquement, que se creusent inégalités et injustices et que la misère menace des centaines de milliers de chômeurs en fin de droits. La « sortie de récession » incessamment clamée se traduit seulement par le retour des bonus et la relance des mêmes mécanismes spéculatifs ayant conduit à la crise.

Il s'était prétendu champion de l'écologie, le sommet de Copenhague fut un échec retentissant et la taxe carbone a été retoquée par le Conseil constitutionnel.

Il s'est voulu grand maître en matière de politique internationale, mais ce qu'il accomplit lors de la présidence européenne en Géorgie ⁵, pour faire progresser la construction européenne, améliorer les relations entre cette dernière et les Etats-Unis, apparaît maigre en résultats sinon franchement catastrophique. On jettera un voile pudique sur le grand projet d'Union méditerranéenne et les propos scandaleux adressés à « l'homme africain » ! Et un autre sur ses incroyables bourdes lorsqu'il prétend parler de la laïcité...

Pourtant, si Sarkozy est doué de génie politique, c'est dans sa capacité à escamoter ses échecs, pour continuer avec une assurance sans égale à fanfaronner sur la scène médiatique et politique.

Le grand paradoxe de l'actuelle politique française est, en effet, l'impunité dont paraît jouir le Président pour tout ce qui concerne le cœur de sa politique. Le pays peut bien être secoué de révoltes multiples et profondes, et l'opinion internationale se gausser des ridicules du personnage, il paraît pouvoir échapper à toutes les sanctions et, tel un personnage de dessin animé, continuer à courir. Mais, invulnérable à la contestation sociale, il se trouve gravement affaibli dans l'opinion ; victime d'une crise qu'on peut qualifier de *morale*. Comme puni par où il a péché : l'outrancière personnalisation du pouvoir qu'il a organisée conduit à ce qu'il se voit attaqué davantage pour ce qu'il paraît être, que directement pour son action politique.

D'affaires...

En début de règne, l'affichage grossier de son goût du luxe et du clinquant (les démêlés conjugaux sur la place publique, le Fouquet's, les yachts et la Rolex...) fut vite sanctionné dans les sondages d'opinion, ce qui conduisit au bout de quelques mois à l'abandon du genre *bling-bling* pour revenir à des canons plus classiques de l'exercice du pouvoir.

La vraie dégradation dans l'opinion, celle qui préfigure la possible

5/ Cf. les extraits du livre de Ronald Asmus, *A Little War Shook the World*, sur le rôle exact confié par Bush à Sarkozy lors de la crise de Géorgie (*Le Monde* du 27 janvier 2010).

SOUS LE SARKOZYSME, LA DROITE...

perte de légitimité aux yeux des citoyens, est survenue récemment et d'une manière précipitée comme conséquence d'une succession d'affaires.

D'abord la révolte que suscita la nomination de son fils à la tête de la société responsable du gigantesque quartier d'affaires de La Défense, appelé à être considérablement accru dans le cadre du « Grand Paris ». L'accusation de népotisme s'avéra ravageuse, contraignant le Président à opérer un repli aussi inaccoutumé que spectaculaire.

Puis ce fut la nouvelle « prise » qu'était Frédéric Mitterrand, promu ministre de la Culture, mis en accusation pour sa « mauvaise vie » telle qu'évoquée dans un de ses romans. La maîtrise de la versatilité médiatique permet qu'aux yeux de l'opinion on puisse passer vite à autre chose⁶. Sans doute en sera-t-il de même avec un autre ami du Président, Henri Proglio, d'abord autorisé à cumuler les revenus de la double présidence de Veolia et EDF pour le modeste montant annuel de 2 millions d'euros. Il n'empêche que, même s'ils ne sauraient être précisément mesurés, les dégâts pour l'image présidentielle provoqués par ces scandales à répétition ne sauraient être sous-estimés. De même que les possibles bénéfices engrangés par un Front national qui ne manque pas d'argument pour expliquer aux électeurs frontistes hier séduits par Sarkozy combien ils ont été trompés.

Reste l'affaire Clearstream et l'acharnement de Sarkozy à l'encontre de Dominique de Villepin. Même si les interminables démêlés judiciaires, avec leur lot de révélations sur les rocambolesques coups tordus financiers et politiques, ne sauraient captiver l'opinion, ressort de ce grand déballage la mise au jour de la haine dont le Président est capable à l'encontre d'un rival. Ce qui pourrait être un sujet de mélodrame est surtout un coup de projecteur sur les inquiétantes coulisses politiques et psychologiques du régime. En résulte l'approfondissement d'une ligne de faille au sein d'une droite que Sarkozy pouvait croire avoir définitivement unifiée sous sa houlette.

... en dérapages

Flanqué d'Eric Besson, son ministre choyé parce que transfuge du Parti socialiste, et propulsé à la tête de l'improbable « ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire », Sarkozy a pris la responsabilité de provoquer de manière totalement artificielle un prétendu grand débat sur ce thème de l'identité nationale. Dans le même temps il a parrainé la mise sur pied d'une commission parlementaire, présidée par deux députés connus pour la délicatesse de leurs interventions sur les questions de société, l'un UMP, Eric Raoult, l'autre, communiste, André Gérin, pour préparer une loi sur ledit *voile intégral* (*niqab* ou *burqa*).

Certes la société française est coutumière, voire friande, des débats d'idées sur des sujets sensibles. Mais l'histoire témoigne qu'ils ne se décrochent pas, du haut du pouvoir, pour être instrumentalisés à des fins politiques plus ou moins opaques. Le résultat est désastreux. Pour ce

⁶ Versatilité à l'encontre de laquelle il convient de saluer la rédaction de Mediapart qui publie un recueil de chroniques, sous un titre qui a valeur de rappel à l'ordre: *N'oubliez pas! Faits et gestes de la Présidence Sarkozy; décryptage au jour le jour d'une contre révolution*, sous la direction d'Edwy Plenel, éditions Don Quichotte.

ACTUALITÉ

qui est de la *burqa* : alors que ce symbole barbare de l'intégrisme suscite une répulsion quasi unanime du corps social, et d'abord au sein des milieux musulmans, l'élévation du problème à la dignité législative l'a dramatisé outrancièrement, entretenant le soupçon d'une stigmatisation de la religion musulmane, avec pour conséquence de diviser toutes les familles politiques, dont l'UMP ! Quant au thème de l'identité nationale, plutôt que de fidéliser au profit de la droite l'électorat lepéniste, il a ouvert les vannes à des excès racistes qui ne peuvent que renforcer le vote pour l'extrême-droite. Loin d'éclaircir en quoi que ce soit cette obscure notion d'« identité nationale », il a jeté trouble et confusion dans les consciences, au point que, venant des rangs mêmes de l'UMP, l'exigence est montée en puissance de mettre un coup d'arrêt à cette lamentable histoire. Et, faute d'un fastueux colloque, tout se conclut par un minable séminaire ministériel !

Affaires et dérapages pourraient paraître annexes au regard de la politique sarkozyste, de ce qui est appelé à faire système. Ils le sont effectivement, la confrontation de classe se jouant sur les questions sociales et démocratiques. Pourtant l'affaiblissement du régime qui en résulte ne saurait être sous-estimé. Il porte sur deux points fondamentaux. D'abord l'unité de la droite, atout maître de Sarkozy, qui s'en trouve minée en profondeur, et ce au sein même de l'UMP. Ensuite la dégradation de l'image présidentielle dans la conscience collective des citoyens, par ce qui est révélé des secrets d'un régime de pouvoir personnel : l'hypocrisie des revendications moralisatrices et religieuses, la pratique des coups tordus et l'emprise d'un environnement où domine l'avidité pour la puissance et l'argent. Or, tel est le prix de l'hyperprésidentialisme : il est logique que ces contestations se cristallisent sur Sarkozy soi-même.

Eclipse sarkozienne

Le retrait provisoire de Sarkozy peut être invitation à observer cette droite dont Fillon est loin d'être un représentant secondaire. Même si l'agitation de l'un trop souvent cache le travail de l'autre, au point qu'on peut se demander si celle-là n'a pas servi principalement à favoriser celui-ci. La captation de la lumière et la polarisation des hostilités par le Président, non seulement n'a pas freiné l'application d'une politique antisociale cohérente, mais peut-être empêché qu'en soit prise la pleine mesure et conduit à gêner le déploiement et l'unification des ripostes. Car une personnalité hypertrophiée peut masquer la nature exacte de la politique dont il est l'instrument. Devrait alerter l'étrange symétrie qui fait que, dans les sondages, Fillon monte à l'exacte mesure que chute Sarkozy. Comme si n'était pas compris – alors qu'ils se plaisent l'un et l'autre à le répéter, sans, semble-t-il, être crus –, le fait qu'ils mènent de concert la même politique.

Celle-ci peut être clairement caractérisée comme *une politique de classe* d'une brutalité et d'un cynisme hors du commun. Ce qui a été mené avec une parfaite rigueur et continuité – avant la crise, pendant la crise, et qui est annoncé comme devant continuer après –, c'est une fiscalité qui favorise outrancièrement les privilégiés et sacrifie les plus pauvres : droits de



ACTUALITÉ

succession, abattement pour l'ISF et la résidence principale, bouclier fiscal, suppression de la taxe professionnelle... Toutes mesures qui signifient que d'un côté on distribue à pleines mains des dizaines de milliards, de l'autre on bloque salaires et minima sociaux, et on ratisse des centimes sur le dos des plus défavorisés ⁷: l'augmentation des impôts locaux, la fiscalisation des indemnités des accidentés du travail... Les hausses des loyers, des transports, du forfait hospitalier viennent participer à ce creusement continu des inégalités, à un partage des richesses de plus en plus scandaleux. Une logique si folle que, développée à l'échelle mondiale, elle a conduit à la catastrophe de la crise capitaliste. Mais, crise ou pas, le double refus d'imposer un peu les riches et d'accroître un minimum les revenus des salariés et privés d'emploi reste l'impératif catégorique de ce gouvernement.

Le deuxième axe de la politique gouvernementale est la casse des services publics. Il s'agit là du symbole du néolibéralisme dur dont cette droite a fait son drapeau. Cet ensemble de secteurs qui véritablement charpente la société française est attaqué dans ses diverses dimensions: l'éducation, la santé, la poste... Il s'agit de mener à terme la grande entreprise de privatisation qui a été engagée dès les années 1980, sous la gauche. Le constat que, face à la crise, l'existence maintenue d'un fort secteur public avait représenté un amortisseur atténuant les effets de la récession, ce que Sarkozy qui n'en est pas à une contradiction près a reconnu, ne freine en rien la volonté du gouvernement de poursuivre sur cette voie. Et ce malgré le fait que l'opinion est majoritairement favorable au maintien des services publics, comme l'a confirmé à grande échelle la votation citoyenne contre la privatisation de la poste.

Fillon, qui lui gouverne sans se laisser contraindre par les sondages, fixe à présent une urgence qui est de combattre les déficits publics largement creusés par les soutiens massifs accordés aux banques. Il confirme la règle d'or du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, ce qui se traduit par des dizaines de milliers de suppressions de postes, en particulier dans l'éducation et la santé ⁸.

La rigueur budgétaire annoncée appelle des moyens encore plus draconiens, puisque le gouvernement annonce des mesures contraignant les fonctionnaires à accepter une mobilité dans divers secteurs, sous menace de licenciement en cas de refus réitérés. On ne se saurait plus clairement afficher une volonté d'en finir avec le statut même de la Fonction publique.

L'objectif annoncé par le même Fillon comme la priorité de son gouvernement dans l'année qui vient est

⁷/En 2008 le bouclier fiscal a concerné 18 800 personnes pour un montant de 600 millions d'euros. Les deux tiers des heureux gagnants disposent d'un patrimoine de 15 millions d'euros. Les 834 contribuables les plus riches ont reçu un chèque d'un montant moyen de 368 000 euros. La défiscalisation des heures supplémentaires coûte 4 milliards d'euros à l'Etat, les niches fiscales permettent à ceux qui en profitent de s'exonérer de 70 milliards d'euros. De l'autre côté, la taxation des accidentés du travail rapportera à l'Etat 150 millions d'euros.

⁸/Dans l'éducation nationale, c'est la suppression de 40 000 postes qui est en cours. Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite s'est traduit en 2008 par la suppression de 37 000 postes.

SOUS LE SARKOZYSME, LA DROITE...

la réforme des retraites. Déjà responsable d'une première réforme, il se prépare à compléter le travail, sinon le finir puisqu'il s'agit d'un processus progressif visant à réduire drastiquement les droits acquis : après avoir aligné le public sur le privé en augmentant pour tous la durée de cotisations, puis supprimé les régimes spéciaux de certaines professions, et donc œuvré à une forte baisse des pensions, il faut à présent faire sauter le verrou du droit de départ à la retraite à 60 ans afin, comme dans les autres pays européens, de prolonger la durée d'activité. Et surtout, compte tenu du chômage et de l'incapacité des entreprises à maintenir les seniors dans l'emploi, de baisser encore plus les pensions, et de créer les conditions pour que des systèmes assurantiels prennent de plus en plus le pas sur celui par répartition.

Par ailleurs, malgré la fronde des élus locaux de tous bords, le gouvernement maintient le cap de la réforme des collectivités territoriales, pour engager une refonte de l'Etat qui fait litière des traditions de démocratie locale, et une recentralisation despotique des pouvoirs.

Ainsi est confirmée une ambitieuse entreprise de réorganisation générale de la société française qui définit une droite nouvelle, caractérisée par cette vision politique et sociale profondément inégalitaire et autoritaire, et investie de la mission de concrétiser celle-ci. On se rappelle que dans l'exaltation de la victoire de 2007 certains idéologues de la droite n'hésitaient pas à annoncer que, grâce à la politique qui allait être menée, au terme de cette refonte on ne reconnaîtrait plus dans la France de 2012 celle de 2007. Quelques-uns émettaient alors quelque doute quant à la capacité personnelle de Sarkozy une fois au pouvoir de concrétiser une telle ambition. Il semble que nous y sommes !

Malgré la crise, qu'on répète, sans y croire tout à fait, surmontée, la classe dirigeante - d'abord par la bouche de Fillon - annonce la couleur : continuer le travail engagé !

Indispensable Sarkozy ?

La question est de savoir si la droite, pour poursuivre et achever sa tâche, a impérativement besoin que Sarkozy reste en capacité de jouer sa propre partition.

En effet ce que Sarkozy sait faire, n'en déplaît à tous ceux qui à la manière d'un Copé roulent des épaules pour se présenter comme de potentielles relèves, il est le seul à droite à être en mesure de le faire. Confirmation nouvelle que dans ce pays aux pratiques politiques si particulières, le bonapartisme est à la classe dirigeante, dans les moments de grandes transformations, une forme souvent nécessaire d'exercice du pouvoir.

Pour imposer une politique aussi brutalement réactionnaire, elle a besoin d'un pouvoir autoritaire. La personnalisation extrême et la posture volontariste que symbolise Sarkozy présentent bien une fonctionnalité indispensable au regard des projets de la droite. La manière dont Sarkozy agit pour imposer, à l'Île-de-France et au pays, ce que condense le projet dit du « Grand Paris » n'est-elle pas un bon symptôme de cela ?

ACTUALITÉ

L'approche du bilan de Sarkozy demande donc à être corrigée par la prise en compte de la double capacité dont il a su faire montre. D'abord celle de méduser le mouvement social par les salves d'attaques tous azimuts et son omniprésence sur tous les fronts, jusqu'à étourdir les adversaires.

La palette des sujets sur lesquels il convient de riposter est d'une ampleur telle qu'elle provoque une complète dispersion des réactions. La seule unité résulte de la focalisation sur le personnage gesticulant qui en est à l'origine. Mais l'antisarkozysme est plus un état d'esprit, une volonté, qu'une stratégie politique s'inscrivant dans une logique de lutte classe contre classe.

Cette situation, pour une bonne part inédite, oblige à poser d'emblée une articulation forte entre action défensive, au plan social, et contestation globale, en termes d'alternative politique. Or, le grand talent de Sarkozy et une bonne part de ses efforts ont été consacrés à défaire cette articulation. Ses slogans les plus porteurs, qui visent les salariés, ont pour fonction de saper ce que devraient être les positions de classe de la gauche. Une gauche majoritairement représentée par un Parti socialiste auquel son profond ralliement au libéralisme interdit de formuler des propositions clairement alternatives à celles de la droite, comme on l'a vu de façon évidente face à la crise capitaliste.

La politique de Sarkozy n'est pas seulement de paralyser la gauche, mais bien de la détruire. Sa pratique systématique de débauchages de figures socialistes – avec une liste qui s'allonge sans fin, quitte à fâcher une UMP frustrée de se voir enlever bien des postes lucratifs – ne saurait être comprise comme relevant du seul caprice et de la politique spectacle. Elle s'inscrit dans un travail de brouillage des oppositions de classe, et d'abaissement de la politique, qu'accompagnent des surimpressions perverses dessinant une société déterminée par les confrontations opposant compétents et poids morts, modernes actifs et mollassons ringards, dans laquelle les gagnants n'ont pas à se soucier des perdants...

Agissant ainsi, il place les salariés devant une double difficulté qui, faute d'être surmontée, bride les énergies sociales et politiques : celle à unifier les luttes contre le projet de société de la droite (que Sarkozy ne fait qu'incarner partiellement, et peut-être imparfaitement), et l'autre de reconstruction d'une gauche qui, immergée dans ces luttes, s'avère apte à leur donner une perspective d'ensemble.

Relever ces deux défis est la condition pour que soit dénoué le lien qui unit le pouvoir sarkozyste – qui a répondu au « besoin d'air » de la droite⁹ – et la nouvelle droite engagée dans l'entreprise réactionnaire de régression sociale et démocratique à laquelle le pays se trouve confronté. Afin d'écarter l'un pour imposer une alternative à l'autre.

⁹ *Un besoin d'air!*, titre de l'ouvrage collectif publié par le Medef dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007.